



# Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

*La force de tous  
les agents de la DGFIP*

Le 26/01/2012

## **Déclaration Liminaire à la CAP du 26 janvier 2012, 3<sup>ème</sup> phase du mouvement de mutation des inspecteurs filère gestion publique au 1<sup>er</sup> mars 2012**

Monsieur le Président,

En ce début d'année 2012, les préoccupations des agents de la DGFIP mais aussi plus largement des Français se portent essentiellement sur des questions relatives à l'emploi, au pouvoir d'achat, aux effets de la crise. Pour eux, la crise actuelle ne se résume pas aux classifications effectuées par des agences de notation dont le rôle et l'indépendance demeurent contestables. Pour eux, la crise n'est donc pas une simple addition d'objectifs et de notes, mais elle est une réalité vécue et ressentie au quotidien. Au quotidien ils sont confrontés aux fermetures d'entreprises, aux délocalisations et à leurs flots de suppressions d'emplois, aux remises en cause des droits et garanties professionnelles et notamment les remises en cause des 35 heures.

Au quotidien ils voient, ou subissent pour une fraction de plus en plus importante d'entre eux, la misère et l'exclusion sociale. Les cris d'alarme lancés par diverses associations comme les restos du cœur ou le DAL illustrent l'étendue du désastre.

Au quotidien, il y a aussi la raréfaction des offres d'emplois et plus particulièrement des emplois publics, la dégradation des conditions de vie au travail qui découle pour une grande part des questions liées à l'emploi et aux modes d'organisation et de management.

Ce quotidien explique :

- pour une grande part l'état de pessimisme de l'opinion publique française qui bat des records historiques,
- pourquoi certains messages ou ouvrages traitant de l'état d'indignation de nos concitoyens trouvent autant d'échos auprès d'un public de plus en plus large.

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires il est nécessaire de passer du stade de la frustration et de l'indignation, au stade de la revendication, de l'action et donc du changement. D'autres choix sont possibles, d'autres orientations peuvent être prises, notamment en matière de relance de l'économie, de politique de l'emploi, d'augmentation du pouvoir d'achat. L'action du 2 février sera l'occasion pour les agents de la DGFIP d'exprimer fermement leurs revendications.

Par ailleurs, de nombreuses mobilisations s'organisent autour des CT emplois. Pour l'Union, SNUI-SUD Trésor Solidaires, la Direction Générale et les Directions locales doivent bien comprendre l'état d'exaspération et d'épuisement des agents face aux suppressions d'emplois et aux pertes de repères et de moyens.

La question de l'emploi a aussi été au cœur des travaux des CAP locales de mutation des agents FGP, mouvement du 1<sup>er</sup> mars. Nous tenons à souligner ici le nombre très élevé des votes exprimés contre les projets locaux, pour cause de déficit en emplois.

Concernant la 2<sup>ème</sup> phase du mouvement FGP, l'examen des PV des CAP locales met en exergue qu'il ne peut y avoir de mobilité choisie s'il n'y a pas de fluidité possible. Nous dénonçons des pratiques à géométrie variable et qui ne sont pas toujours suffisamment explicitées en CAPL. Elles rendent ainsi incompréhensibles les règles appliquées en local (d'où certains votes contre pour ce motif), mais aussi d'une direction à l'autre.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires réaffirme certaines orientations de fond qui doivent être déclinées partout :

- Les règles d'affectations nationales ont fait l'objet de longues discussions avec les organisations syndicales nationales qui aboutissent à faire de l'ancienneté administrative le critère socle pour l'élaboration des mouvements de mutation. Ce principe socle doit être impérativement décliné à tous les niveaux, y compris localement.
- Pour permettre aux agents de pouvoir exercer leurs droits de recours, il est indispensable de diffuser préalablement à la CAP locale le projet de mouvement local.

- Les règles préalablement négociées au plan local en matière de finesse d'affectation, notamment au sein des services de direction, doivent perdurer en l'absence de groupe de travail sur les règles locales d'affectation. Pour nous la priorité doit être donnée à une affectation la plus fine possible en CAP nationale puis en CAP locale.

Avant de conclure, nous réitérons sur les sujets suivants :

- l'architecture d'ensemble du mouvement de la filière gestion publique,
- les affectations hors métropole,
- les recours en notation,

l'ensemble des propos que nous avons tenus lors des CAP initiales.

Sur les recours en notation, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires réaffirme son appel au boycott collectif des entretiens d'évaluation et son refus de voir se mettre en place pour 2013 gestion 2012 un système d'appréciation de la valeur professionnelle fondée sur des approches discriminantes et sur une répartition des réductions d'ancienneté ne prenant pas en compte l'investissement professionnel de l'immense majorité des agents.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une répartition capital/mois attribuée à seulement 60% des agents.

Enfin, nous tenons à souligner les risques d'incompréhension qui ne manqueront pas d'avoir lieu pour l'exercice 2011 gestion 2010 en matière de note d'encouragement. Notre réseau militant nous a aussi signalé que des consignes seraient données pour augmenter le nombre de baisses de note dans la filière gestion publique. Nous espérons que ce signalement ne relève que de la rumeur, et nous demandons à la Direction Générale de cadrer avec force la campagne de notation 2012(gestion 2011).

Nous remercions le bureau RH1C pour sa disponibilité tout au long de la consultation.